



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

MIGRATION ET CRISES PROLONGÉES

Affronter leurs causes et créer
des moyens d'existence agricoles
résilients

TABLE DES MATIÈRES

PAGES 4-6

INTRODUCTION

PAGE 7

LES CAUSES À L'ORIGINE DES MIGRATIONS ET DES DÉPLACEMENTS DANS LES CRISES PROLONGÉES

PAGE 8

IMPACTS ET OPPORTUNITÉS

PAGES 9-15

COMMENT LA FAO RÉPOND À L'APPEL MONDIAL À L'ACTION SUR LA MIGRATION LORS DE CRISES PROLONGÉES

Photo de couverture:
Kenya – Des éleveurs Maasai participant à une École pratique d'agriculture
portent leur bétail à un marché local.
©FAO/Vitale



SOUDAN DU SUD

Distribution de semences.
©FAO-UNHCR/González Farran

MESSAGES CLÉS

CONTEXTE DE LA MIGRATION DANS LES CRISES PROLONGÉES

- Dans les situations de crises prolongées, **la migration est rarement un choix éclairé, mais plutôt une nécessité** d'échapper aux conflits ou à la pauvreté extrême et à la détérioration des moyens de subsistance.
- Les migrations ou les déplacements dans les crises prolongées sont dus à trois facteurs principaux: (i) les **conflits**; (ii) une **gouvernance faible**; (iii) des facteurs environnementaux et des **ressources naturelles insuffisantes**.
- En cas de crise prolongée, les personnes vulnérables **perdent accès** à l'ensemble des ressources nécessaires à la production alimentaire et agricole, ce qui les oblige à se déplacer.
- La mise en œuvre de réponses appropriées lors de crises prolongées relève d'une grande complexité car celles-ci doivent **répondre aux besoins immédiats tout en apportant des solutions durables** dans un environnement particulièrement hostile.
- Les personnes déplacées et les migrants peuvent contribuer au **développement des communautés d'accueil** moyennant une gestion efficace, en comblant les pénuries de main d'œuvre et en diffusant les savoirs.

L'IMPORTANCE DES MOYENS D'EXISTENCE AGRICOLES RÉSILIENTS

- En investissant dans des moyens d'existence agricoles et ruraux durables, les populations peuvent rester sur leurs terres en dépit des conflits -lorsque les conditions de sécurité le permettent- et **favoriser un développement territorial plus équitable**, réduisant ainsi l'appauvrissement des ressources et les tensions.
- Des moyens de subsistance résilients dans l'agriculture permettent de **créer des emplois et de générer des revenus durables** aussi bien pour les communautés d'accueil que pour les personnes déplacées. Ils sont également susceptibles de soutenir la réhabilitation et la réinsertion des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées.
- La FAO travaille avec les parties prenantes compétentes pour renforcer leurs capacités à offrir des **moyens de subsistance viables dans les zones agricoles et rurales** des pays en situation de crises prolongées. Elle protège en outre le droit à l'alimentation de toutes les personnes déplacées, tout en favorisant leur intégration et le renforcement de la résilience sociale et économique des communautés d'accueil.
- En collaborant avec ses partenaires et en utilisant les moyens de subsistance agricoles résilients comme un instrument clé, la FAO joue un rôle essentiel à plusieurs égards: i) **en répondant aux facteurs qui obligent les populations à se déplacer**, en particulier ceux liés aux catastrophes naturelles ainsi qu'aux conflits liés aux ressources naturelles et à la détérioration de l'environnement et des moyens de subsistance dans les zones rurales; ii) **en renforçant la résilience** des personnes déplacées et des communautés d'accueil, et iii) **en mettant en valeur la contribution positive des migrants** et des personnes déplacées et en soutenant leur intégration.



INTRODUCTION

CONTEXTE

L'accroissement du nombre de conflits, leur complexité, leur caractère prolongé, la dégradation accélérée de l'environnement et les effets croissants du changement climatique dans le monde se traduisent par des niveaux sans précédent de déplacement ou de migration de personnes en souffrance.

Les crises prolongées sont l'un des contextes les plus difficiles pour faire face au défi de la migration. Elles sont animées par une combinaison de causes récurrentes - facteurs anthropiques, aléas naturels, crises alimentaires de longue durée, dégradation des moyens d'existence et des systèmes alimentaires, et insuffisance de la gouvernance et des moyens institutionnels pour faire face aux graves perturbations ou menaces aux moyens d'existence qui en résultent.

On estime que **près d'un demi-milliard de personnes vivent actuellement dans plus de 20 pays victimes de crises prolongées**, essentiellement en Afrique. Dans ces pays, les taux de sous-alimentation sont quasiment trois fois plus élevés que dans d'autres contextes de développement.

Il est important de distinguer la migration qui est le résultat d'un choix motivé par la recherche de meilleures conditions économiques, de la migration motivée par les conflits, la détresse, ou la migration et les déplacements forcés. Pour tous ceux qui sont victimes de violence, de graves violations des droits de l'homme ou d'autres risques liés aux conflits, la décision d'abandonner leur foyer ne relève pas d'un «choix», mais bel et bien d'un acte désespéré de dernier ressort.

L'IMPORTANCE DES MOYENS D'EXISTENCE AGRICOLES RÉSILIENTS

Dans la plupart des situations de crise prolongée, la population est essentiellement rurale et vit d'activités liées à l'agriculture, l'élevage, la pêche et aux autres ressources naturelles renouvelables, y compris de travail occasionnel et de petit commerce de produits alimentaires.

Les familles rurales sont les plus touchées par les conflits et les catastrophes. Pour ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire depuis des années et dont la survie tient à un fil, l'agriculture est souvent le seul moyen de garder la tête hors de l'eau. Les personnes disposant de moyens de subsistance résilients sont mieux à même de prévenir, d'atténuer et de



s'adapter aux impacts des conflits, des crises et des catastrophes naturelles, ainsi que de participer aux marchés, d'investir, d'innover, de créer des emplois, etc., y compris dans des contextes très hostiles. **Sauver, promouvoir et diversifier les moyens d'existence agricoles dynamiques** est par conséquent essentiel pour permettre aux populations de consolider rapidement leur autonomie et leur productivité dans la dignité.

Outre les interventions visant à améliorer les moyens d'existence,



PAKISTAN

Personnes fuyant les inondations.
©FAO/Pakistan

d'autres approches peuvent permettre aux personnes de rester sur leurs terres lorsque les conditions de sécurité le permettent, et de contribuer à la prévention des conflits, à la paix et à la stabilité, notamment: garantir une couverture efficace de protection sociale, affronter les questions de régime foncier et d'accès aux ressources naturelles, et favoriser les opportunités d'emploi. Cela permet d'empêcher la migration et les déplacements forcés et instaure des conditions propices au retour des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées.

LA NÉCESSITÉ DE SOLUTIONS À PLUS LONG TERME

La migration et les déplacements lors de crises prolongées requièrent des solutions intégrées à plus longue échéance, avec une coordination des actions humanitaires et des interventions et acteurs du développement. Il faut affronter **les causes multiples des crises prolongées qui se recourent et atténuer leurs effets sur la migration et les déplacements.** Il est également

nécessaire de promouvoir des investissements soutenus et des solutions stratégiques pour **renforcer la résilience des personnes déplacées et des communautés d'accueil**, afin qu'elles soient mieux à même d'absorber, d'atténuer, de se préparer et de s'adapter aux impacts des crises, pour réduire les effets négatifs de la migration et promouvoir des solutions pacifiques et durables.

INTRODUCTION

Par **déplacement forcé**, on entend toute situation où une personne est contrainte d'abandonner son foyer ou son pays, souvent à cause de conflits armés ou de catastrophes naturelles.

Les crises récentes ont déstabilisé des régions entières et accru de façon exponentielle le nombre de personnes déplacées. Les flux de migration mixtes sont la norme et comprennent des individus mus par différents besoins et motivations et relevant de régimes juridiques et de systèmes de protection variés.

RÉFUGIÉ: toute personne qui a quitté son pays, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques (Convention de Genève et Protocole de 1967).

PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PAYS (IDPS POUR SON ACRONYME EN ANGLAIS): personnes qui ont été forcées de quitter leur foyer en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État.

En 2015, plus de **65 millions de personnes dans le monde ont été déracinées** par les conflits, la violence et les persécutions, dont 40,8 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDPs pour son acronyme en anglais) et 21,3 millions de réfugiés.

Les régions en développement abritent 86 pour cent des réfugiés du monde. Les pays les moins avancés (PMA) ont servi d'asile à 25 pour cent d'entre eux. La Turquie est la plus grande terre d'accueil de réfugiés (1,59 million), suivie par le Pakistan (1,51 million), le Liban (1,15 million), la République islamique d'Iran (982 000), l'Éthiopie (659 500) et la Jordanie (654 100).

Entre 2008 et 2014, 184 millions de personnes au total ont été déplacées dans le monde par les catastrophes naturelles, soit une moyenne de 26,4 millions par an.

Dans les situations de conflit, 87 pour cent en moyenne des personnes touchées ne quittent pas leur pays et la plupart sont victimes d'une grave insécurité alimentaire. Les déplacements internes représentent souvent la première phase de la «migration» et fournissent une indication des accroissements potentiels des flux transfrontaliers des migrants.

Vu le caractère de plus en plus prolongé de nombreux conflits et crises, le rapatriement et la réintégration des personnes déplacées et des migrants dans leurs zones d'origine diminuent. En 2015, les réfugiés en mesure de rentrer au pays étaient au nombre de 126 000 seulement, soit 11 pour cent du total de 2005 et le chiffre le plus bas en 30 ans.

LES DÉPLACEMENTS PROLONGÉS: FAITS ET CHIFFRES

- La durée moyenne des déplacements dus aux situations de crise est de 17 ans.
- Fin 2015, quelque 56 millions de personnes (85 pour cent du total de personnes déplacées dans le monde) étaient en situation de déplacement prolongé.
- Moins d'une crise de réfugiés sur 40 est résolue dans les trois ans, et plus de 80 pour cent des crises de réfugiés durent 10 ans ou plus.

LES CAUSES À L'ORIGINE DES MIGRATIONS ET DES DÉPLACEMENTS DANS LES CRISES PROLONGÉES

Les principaux facteurs à l'origine de la migration et des déplacements dans les crises prolongées sont au nombre de trois et sont souvent étroitement liés:

- 1. Les conflits**, en particulier les conflits civils, ont considérablement augmenté depuis 2008, après un recul à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Plus d'un tiers des États classés en 2015 comme fragiles selon le Fund for Peace, avaient connu de récents conflits, traduisant les corrélations dynamiques entre la pauvreté (et la faim), la gouvernance et les conflits. Les 22 pays classés par la FAO en situation de crise prolongée en 2010 ont connu d'une façon ou d'une autre une situation d'urgence provoquée par l'homme ou une crise politique/conflit.
- 2. Une gouvernance faible ou instabilité politique**, qui sous-tend souvent – ou conduit- au déclenchement de conflits et de violence et intensifie la pression migratoire, les personnes cherchant à protéger leurs moyens d'existence et à limiter leur exposition aux risques croissants.

- 3. Des facteurs environnementaux et liés aux ressources naturelles**, notamment la sécheresse, le manque d'eau, et le changement climatique, exacerbent les risques de conflits tels que la pauvreté et les chocs économiques, et poussent les populations à migrer. Entre 2008 et 2014, 184 millions de personnes dans le monde ont été déplacées par les seules catastrophes naturelles.

Ces trois facteurs peuvent conduire directement ou indirectement aux migrations de détresse par la détérioration extrême des moyens d'existence sur une période prolongée. En particulier, les crises prolongées réduisent la sécurité de moyens de subsistance des ménages: (i) en restreignant l'accès aux débouchés économiques, aux terres et aux ressources naturelles, de façon temporaire ou permanente; (ii) en réduisant les choix d'investissement; et (iii) en appauvrissant les actifs des ménages. À mesure que la crise s'installe dans la durée, l'économie ralentit et les moyens d'existence continuent de faiblir. La migration devient ainsi un

moyen nécessaire de survie face à l'ébranlement des moyens de subsistance traditionnels et des filets de sécurité.

JEUNES, CHÔMAGE ET RADICALISATION

Les jeunes sont la catégorie la plus vulnérable face à la radicalisation. Là où l'espoir et les perspectives s'évanouissent, l'extrémisme se nourrit souvent de la détresse des populations, liée notamment à la pauvreté, à l'analphabétisme et au délitement des structures familiales. Dans certains cas, les salaires moyens offerts aux jeunes par les groupes terroristes sont trois ou quatre fois plus élevés que les rémunérations locales.

Au Nigeria par exemple, le taux de chômage des jeunes est plus élevé dans les États du nord et du nord-est où Boko Haram est fortement présent. Si l'on n'affronte pas la radicalisation croissante des jeunes dans le pays en mettant l'accent sur ces régions, les jeunes Nigériens pauvres et marginalisés continueront de se tourner vers les groupes radicalisés.

IMPACTS ET OPPORTUNITÉS

IMPACTS

Les crises prolongées ont fréquemment conduit à une **accélération des processus de migration des zones rurales vers les zones urbaines** et à une **compétition croissante sur les ressources** parmi les différentes catégories de moyens

LA CRISE SYRIENNE ET SON IMPACT SUR LES PAYS VOISINS

La crise syrienne a des retombées très négatives sur les pays voisins, affectant leur tissu socio-économique, l'accès à des infrastructures de qualité et à des services de base au sein des communautés, qui étaient déjà bien souvent parmi les plus pauvres et les plus démunies avant la crise (par exemple les gouvernorats du nord en Jordanie ou les régions périphériques au Liban). Les réfugiés vulnérables rivalisent avec les populations locales tout aussi vulnérables pour des ressources déjà limitées et sous pression, les infrastructures, les services sociaux, l'alimentation, l'emploi, le logement et les moyens d'existence. Cela alimente les tensions sociales et dépasse les capacités de gestion des autorités locales. Les communautés situées à proximité des camps de réfugiés sont confrontées à des problèmes similaires, avec des retombées économiques et sécuritaires.

d'existence. Cela peut inciter davantage de personnes à adopter des stratégies de survie risquées et alimenter de nouvelles tensions.

La majorité des réfugiés et des déplacés internes vivent dans des communautés d'accueil, et non pas dans des camps de réfugiés. Les flux massifs de migrants, de réfugiés et de déplacés internes constituent un défi pour les autorités locales chargées d'offrir des services publics de qualité à toute la population, et ont des répercussions négatives sur les ressources naturelles et les marchés du travail. La compétition accrue peut affecter les taux de rémunération, les conditions de travail et les taux de chômage – autant de facteurs qui alimentent la détérioration des moyens d'existence et le risque de conflits.

Les déplacements prolongés peuvent également engendrer **la perte de récoltes et d'avoirs** et ébranler **l'ensemble des dimensions de la sécurité alimentaire et nutritionnelle**.

COMMUNAUTÉS

D'ACCUEIL: communautés et/ou structures gouvernementales, sociales et économiques locales, régionales et nationales où vivent les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les personnes contraintes de se déplacer ou de migrer par détresse.

LA DIASPORA SOMALIENNE

Les envois de fonds de la diaspora somalienne représentent environ 80 pour cent des investissements en Somalie et 50 pour cent du produit national brut (PNB) du pays. On estime que plus de 3,4 millions de personnes (ou 43 pour cent de la population) dépendent des envois de fonds pour répondre à leurs besoins fondamentaux.

OPPORTUNITÉS

La diaspora peut contribuer à renforcer l'économie dans les pays d'origine après un conflit ou une crise, grâce à divers facteurs: envois de fonds, transfert de connaissances, investissements directs étrangers générés par la diaspora, investissements directs tels que les créations d'entreprises provenant de la diaspora, tourisme lié au patrimoine, «commerce nostalgique», philanthropie, volontariat et plaidoyer.

Les personnes déplacées et les migrants peuvent également contribuer au développement des communautés d'accueil, permettant de combler les pénuries de main d'œuvre et de promouvoir la diffusion des savoirs. L'afflux prévu de trois millions de réfugiés d'ici la fin de 2016 devrait se traduire par une hausse du produit intérieur brut (PIB) annuel de 0,2 à 0,5 pour cent dans les pays de destination de l'Union Européenne (prévisions économiques de la Commission européenne à l'automne 2015).

COMMENT LA FAO RÉPOND À L'APPEL MONDIAL À L'ACTION SUR LA MIGRATION LORS DE CRISES PROLONGÉES

L'APPEL MONDIAL À L'ACTION

On reconnaît de plus en plus la nécessité de passer d'une approche strictement humanitaire de gestion des crises prolongées et de la migration au profit d'une approche qui réponde aux besoins vitaux tout en apportant des solutions durables pour affronter les causes des migrations, améliorer la vie des populations et qui mette fin à la dépendance humanitaire. Ce changement de paradigme a été renforcé par les différents accords internationaux récents, tels que:

- Mars 2015: Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (SFDRR pour son acronyme en anglais)
- Septembre 2015: Programme de développement durable à l'horizon 2030
- Octobre 2015: Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les crises prolongées (CSA-CDA)
- Décembre 2015: Résolution S/RES/2250 sur la jeunesse, la paix et la sécurité adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies
- Décembre 2015: Résolution 70/165 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies
- Mai 2016: Sommet humanitaire mondial

LE RÔLE DE LA FAO

Le travail de la FAO sur les questions migratoires dans les crises prolongées se caractérise par sa dimension contextuelle et l'accent porté sur les systèmes locaux de moyens d'existence. La FAO exploite son large spectre de compétences techniques sur les sous-secteurs agricoles et sa riche expérience dans la gestion et le suivi des crises, la réduction de la vulnérabilité des communautés aux crises et aux risques de catastrophe, et la préparation et la réponse aux crises et aux catastrophes.

Le travail de la FAO peut être classé en trois grandes catégories:

- **Affronter** les crises prolongées et les causes à l'origine de la migration et des déplacements;
- **Renforcer la résilience** des personnes touchées ou risquant d'être touchées par des crises prolongées, notamment les migrants, les personnes déplacées et les communautés d'accueil au même titre, et leur offrir des solutions durables de reconstruction à long terme des moyens d'existence agricoles et des économies locales; et
- **Mettre en valeur la contribution positive** des migrants et des personnes déplacées et soutenir leur intégration et réintégration durable et pacifique.

LA FAO, LA MIGRATION ET LES CRISES PROLONGÉES

La FAO joue un rôle unique dans le traitement des crises prolongées et des causes profondes de la migration et des déplacements, compte tenu de son expertise pour: (i) protéger, sauver et restaurer les moyens de subsistance; (ii) réduire l'insécurité alimentaire; et (iii) améliorer la résilience des moyens d'existence, des systèmes agricoles et des zones rurales.

En particulier, la FAO a mis au point des outils spécifiques de suivi et d'analyse des dynamiques alimentaires et agricoles de la migration et des crises prolongées, qui lui permettent de poursuivre ses opérations y compris dans des contextes politiques tendus, «en ne laissant personne de côté».

COMMENT LA FAO RÉPOND À L'APPEL MONDIAL À L'ACTION SUR LA MIGRATION LORS DE CRISES PROLONGÉES

SYSTÈMES D'INFORMATION ET COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET D'ALERTE RAPIDE

La FAO a une grande expérience d'appui à la conception de systèmes d'information sur les principaux leviers de la migration et des crises prolongées, et à la coordination et l'échange d'information. Cette activité relève de toute une gamme de disciplines techniques de la FAO, notamment les évaluations de la sécurité semencière, les systèmes d'alerte rapide pour les éleveurs, le suivi des marchés, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), le Modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience (RIMA), et l'analyse des impacts des conflits sur le secteur agricole. La considérable expérience de la FAO en matière de coordination, telle que le co-leadership du Cluster pour la sécurité alimentaire (gFSC) est également cruciale pour offrir aux populations vulnérables les meilleures solutions possibles en effectuant une programmation conjointe et en évitant les doubles emplois.

AFFRONTER LES CRISES PROLONGÉES ET LES CAUSES À L'ORIGINE DE LA MIGRATION ET DES DÉPLACEMENTS

- **Produire des données** sur les principaux leviers de la migration et des déplacements lors de crises prolongées, en adoptant les méthodes existantes d'analyse de la vulnérabilité/de la résilience/des moyens d'existence, si possible dans une perspective à long terme.
- **Fournir un soutien direct aux moyens d'existence** – transferts monétaires, assistance technique, fourniture d'intrants et de services sensibles au genre pour l'agriculture et l'élevage, notamment par la distribution de bons d'achat, et des interventions axées sur le genre, la jeunesse et la nutrition.
- **Faciliter l'accès non discriminatoire à l'aide, à la nourriture et à l'eau**, par la remise en état des petites infrastructures de base, y compris par des programmes d'argent-contre-travail.
- **Offrir un appui technique** et, dans la mesure du possible, renforcer les capacités nationales à dispenser des services sociaux et affronter l'exclusion sociale et économique des jeunes, en empêchant ainsi leur radicalisation.
- **Apaiser les tensions et les conflits sur les ressources naturelles** en atténuant et en empêchant les différends entre éleveurs (par le biais, par exemple, des Écoles pratiques d'élevage) et en encourageant la résolution durable des conflits fonciers (par exemple, par le développement territorial participatif), tout en améliorant leurs capacités de gestion en soutenant la mise au point et la diversification de stratégies de moyens d'existence écologiquement durables (par exemple, l'accès sûr aux combustibles et à l'énergie).
- **Concevoir des outils et des directives** pour aider les parties prenantes à traiter les causes à l'origine des conflits et les mécanismes de conflit liés à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté, aux inégalités et au manque de parité hommes-femmes; et donner des indications techniques sur la dynamique des conflits afin d'identifier des points d'entrée possibles pour soutenir l'agriculture et la sécurité alimentaire durant tout le cycle des conflits.
- **Faciliter le dialogue entre les partenaires et offrir des orientations politiques** pour soutenir et rebâtir des moyens d'existence durables et résilients et satisfaire les besoins immédiats des personnes déplacées comme de leurs communautés d'accueil.



NIGERIA

Bénéficiaires du camp de personnes déplacées de Kukareta.

©FAO/Nguyen

GESTION PRÉVENTIVE DES CONFLITS – NIGER

Avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la FAO travaille avec le Niger, en étroite collaboration avec les acteurs des Nations Unies et d'autres organismes dans sept villes pour empêcher l'éclatement de conflits liés aux ressources naturelles. Utilisant une approche de gestion sensible aux conflits, le projet vise à renforcer les capacités des acteurs locaux à gérer les ressources en eau limitées de manière inclusive et transparente, afin de contribuer à la cohabitation pacifique entre les groupes de population (agriculteurs, éleveurs, réfugiés, migrants et populations locales).

SAUVER DES VIES, FREINER LES MIGRATIONS – RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

La FAO travaille avec ses partenaires pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages, des communautés et des institutions de la République arabe syrienne. L'appui à la production des ménages est de plus en plus essentiel suite à la fragmentation du secteur agricole. Les interventions agricoles sauvent non seulement des moyens d'existence, mais accroissent également la disponibilité, l'accès et la variété de la nourriture. Aider les agriculteurs à rester sur leurs terres et à produire de la nourriture, lorsque les conditions de sécurité le permettent, est également vital pour freiner les migrations.

COMMENT LA FAO RÉPOND À L'APPEL MONDIAL À L'ACTION SUR LA MIGRATION LORS DE CRISES PROLONGÉES

APPUI D'URGENCE AUX MOYENS D'EXISTENCE DES DÉPLACÉS INTERNES - YÉMEN

En soutenant les activités agricoles productives, la FAO s'efforce d'accroître l'accès et la disponibilité de nourriture et de ressources pour les déplacés internes et les communautés d'accueil vulnérables vivant dans les zones touchées par les conflits. La FAO soutient les potagers des groupes locaux de femmes en distribuant des semences, des outils et des volailles permettant d'améliorer la nutrition des ménages et de créer un supplément de revenus par la vente au marché. La FAO fournit également aux agriculteurs vulnérables des pompes d'irrigation solaires avec l'aide d'associations d'utilisateurs de l'eau. Cela permet aux cultivateurs de continuer à produire malgré les pénuries de carburant qui ont mis hors service les pompes. La FAO aide en outre les agriculteurs à appliquer des pratiques agricoles intelligentes face au climat afin d'améliorer la productivité et la gestion de l'eau.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MIGRANTS, DES PERSONNES DÉPLACÉES ET DES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

- **Adopter des systèmes d'alerte rapide inclusifs et des évaluations communautaires des risques** qui engagent les migrants et les personnes déplacées à identifier leurs vulnérabilités et capacités de faire face aux chocs ultérieurs.
- **Fournir un appui technique et, dans la mesure du possible, renforcer les capacités nationales afin de:**
 - ▶ soutenir la conception et/ou la promotion de systèmes inclusifs de protection sociale à même de répondre aux chocs et qui s'étendent aux zones rurales et aux travailleurs migrants agricoles, aux personnes déplacées et aux femmes et aux jeunes ruraux sous-employés/sans emploi;
 - ▶ affronter les obstacles à l'exercice des droits de propriété et des droits fonciers et à l'accès au crédit et aux marchés (ex. par le biais du Cadre pour des solutions durables en faveur des déplacés internes du Comité permanent interorganisations);

OPPORTUNITÉS D'EMPLOI POUR LES JEUNES PAR LE BIAIS DES ÉCOLES PRATIQUES D'AGRICULTURE ET DE VIE

À ce jour, la méthodologie des Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes (JFFLS) a été déployée dans 20 pays au profit de plus de 35 000 jeunes femmes et hommes, y compris de déplacés internes, réfugiés, jeunes soldats démobilisés et autres groupes vulnérables. Dans le cadre des JFFLS, les jeunes sont encouragés à devenir des adultes et à acquérir des compétences «mobiles», qu'ils peuvent ensuite emmener avec eux une fois de retour au sein de leurs communautés. Des évaluations effectuées après le lancement des JFFLS en Palestine ont montré que la plupart des jeunes bénéficiaires ont de meilleurs résultats dans leurs études. Au Soudan, les JFFLS ont renforcé les capacités de jeunes défavorisés et vulnérables dans un contexte de conflit et post-conflit, en particulier pour les jeunes soldats démobilisés et les délinquants juvéniles.



RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Une femme inspecte sa récolte de blé dans le cadre d'un projet de la FAO.
©FAO/Khalouf

► concevoir et mettre en œuvre des interventions d'appui à la remise en état et au redressement à long terme de l'agriculture et de promotion des opportunités économiques viables et des moyens d'existence dans l'agriculture, en particulier pour les jeunes.

- **Renforcer les capacités locales et faciliter le dialogue** politique pour intégrer les problèmes de migration dans les stratégies de réduction et d'adaptation aux risques, afin d'affronter les conséquences potentielles du changement environnemental sur la migration.

METTRE EN VALEUR LA CONTRIBUTION POSITIVE DES MIGRANTS ET DES PERSONNES DÉPLACÉES

- **Produire des données empiriques** sur la valeur des migrants et des réfugiés pour leurs communautés d'accueil et leurs pays d'origine, notamment en analysant les flux d'envois de fonds et leur utilisation dans les zones rurales d'origine et de destination.

- **Évaluer, analyser et comprendre** les effets socio-économiques à court, moyen et long terme des retours après des crises prolongées dans les pays voisins, au niveau national, local et des ménages.

- **Promouvoir la cohésion sociale et renforcer les institutions rurales**, pour permettre de restaurer la confiance entre les membres des communautés rurales, et le dialogue avec les réseaux de migrants et les rapatriés.

- **Promouvoir des opportunités d'emploi rural et des conditions**

Continue à la page 15.

COMMENT LA FAO RÉPOND À L'APPEL MONDIAL À L'ACTION SUR LA MIGRATION LORS DE CRISES PROLONGÉES

APPUI À L'AGRICULTURE ET À L'ÉLEVAGE POUR LES PERSONNES RAPATRIÉES – SOUDAN

Au Darfour, la FAO a dispensé une assistance agricole directe à 9 000 ménages déplacés internes, rapatriés et résidents vulnérables et a réactivé 64 comités villageois agricoles. Le projet a contribué à accroître l'autosuffisance alimentaire et a fourni aux bénéficiaires les compétences et les connaissances propres à optimiser le potentiel de leurs ressources et à trouver d'autres opportunités génératrices de revenus.

DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINTÉGRATION – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans le cadre d'un Programme de désarmement, démobilisation et réintégration d'urgence (DDR) et d'un Programme multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP), la FAO a collaboré avec ses partenaires afin de

coordonner et de contribuer à la paix régionale et encourager les anciens combattants à retrouver un travail dans le civil et à se réinsérer dans la société. D'après les enquêtes menées, plus des deux tiers des anciens combattants s'occupent désormais d'activités économiques productives, notamment dans l'agriculture, la pêche et l'élevage.

En plus du soutien du Programme DDR, la FAO a fourni une assistance pour renforcer la capacité des individus de produire de la nourriture et de la diversifier, et de gagner leur vie en améliorant l'accès aux ressources et aux programmes de formation. Ce travail illustre l'engagement de la FAO dans les partenariats stratégiques visant à réduire la violence et à prévenir sa recrudescence par un appui aux moyens d'existence, mais aussi dans les travaux axés sur la réintégration des personnes déplacées et des combattants dans les secteurs productifs, contribuant à créer un environnement plus sûr et plus sécurisant.

ÉVALUER LES BESOINS DES RAPATRIÉS – PAKISTAN

Au Pakistan, la FAO a collaboré avec les **Régions tribales fédéralement administrées (FATA pour son acronyme en anglais)** pour mettre en place la Stratégie durable de retour et de réhabilitation visant à garantir un retour digne et sûr des déplacés temporaires et offrir des services et des équipements adéquats aux rapatriés. En raison des conflits prolongés, il n'existe aucune référence crédible pour répondre aux besoins agricoles des personnes faisant retour dans leur région d'origine. Afin d'y remédier, la FAO conduit une évaluation des moyens d'existence agricoles pour établir une ligne de base qui permettra au gouvernement ainsi qu'aux organismes internationaux de concevoir de meilleures interventions pour les populations de rapatriés.



CISJORDANIE ET BANDE DE GAZA

Une agricultrice s'occupe de son potager dans l'arrière-cour de sa maison.
©FAO/Longari

Commence à la page 13.

de travail décent à la fois pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil le long des principaux itinéraires de déplacement; et tirer parti des connaissances et des compétences des populations touchées, notamment en leur offrant des aptitudes «mobiles» qui peuvent devenir plus «visibles, lisibles et vérifiables», afin d'accéder aux opportunités d'emploi partout.

- **Fournir une assistance technique** pour intensifier les transferts monétaires et les systèmes de protection sociale contre les chocs afin de protéger

les avoirs, les revenus et la nutrition des ménages et garantir la portabilité des avantages (tels que les espèces) pour tous les migrants.

- **Dispenser des conseils et un appui au renforcement des capacités au niveau national et régional afin de:**
 - ▶ adopter des mesures spécifiques de réinsertion des migrants retournant dans leurs zones d'origine (appui aux revenus et à l'emploi), avec le transfert de leurs compétences et connaissances nouvellement acquises à leurs communautés;

- ▶ contrôler l'impact de la protection sociale et des interventions sur le marché agricole sur les zones d'accueil des migrants en termes de dynamique du marché du travail et des prix du marché.

- **Créer des partenariats et plaider** en faveur d'une inclusion et d'une alphabétisation financières des personnes déplacées issues des zones rurales et des communautés de la diaspora, pour qu'elles puissent expédier des fonds chez elles, ainsi que des communautés d'origine afin qu'elles puissent faire le meilleur usage de ces fonds dans l'agriculture et le développement rural. ■

MIGRATION ET CRISES PROLONGÉES

Affronter leurs causes et
créer des moyens d'existence
agricoles résilients



Le présent document se penche sur la migration dans les situations de crises prolongées, décrit le contexte des flux migratoires et offre des exemples du travail accompli par la FAO et ses partenaires dans différents pays pour renforcer la résilience des communautés tout en s'assurant de «ne laisser personne de côté» avant, pendant et après une crise prolongée.

Destiné aux gouvernements, au système des Nations Unies et à toutes les autres parties prenantes, ce document met en lumière le rôle que les moyens d'existence agricoles résilients peuvent jouer pour traiter certaines causes à l'origine de la migration dans les crises prolongées et pour aider les populations déplacées et les communautés d'accueil à s'adapter aux déplacements de longue durée.